

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne  
89 rue Victoire de la Marne  
52901 Chaumont

Chaumont, le 29/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 02/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **CLAS GALVAPLAST**

9, rue de la Fontaine  
52320 Froncles

Références : -  
Code AIOT : 0005701247

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement CLAS GALVAPLAST implanté 9, rue de la Fontaine 52320 Froncles. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le trioxyde de chrome est une substance cancérigène inscrite à l'annexe XIV du règlement REACH, ce qui signifie que son utilisation est interdite sauf si elle fait l'objet d'une autorisation spécifique, pour un usage donné, et dans des conditions définies explicitement par une décision d'autorisation délivrée par la Commission Européenne. Actuellement l'utilisation du trioxyde de chrome pour un usage décoratif a fait l'objet d'une demande d'autorisation par un consortium, pour laquelle aucune décision n'a encore été rendue : l'utilisation transitoire de la substance est donc tolérée. Cependant, la société CLAS GALVAPLAST, comme d'autres entreprises, ont anticipé une potentielle décision de refus, et ont décidé de déposer en leur nom une demande d'autorisation. La Direction Générale de la Prévention des Risques (ministère de l'écologie), représentante de la France au sein du comité REACH, a ainsi informé la Direction Générale du Travail de la demande d'autorisation déposée par l'entreprise CLAS GALVAPLAST, pour l'utilisation du trioxyde de chrome dans son procé-

dé de galvanoplastie.

Le comité d'évaluation des risques (RAC) et le comité d'analyse socio-économique (SEAC) ont rendu un avis le 2 février 2026, préalable à la future décision qui sera prise par la commission européenne pour encadrer l'utilisation du Chrome VI .

L'objet de la visite, qui s'est faite en accompagnement de l'Inspection du Travail, visait essentiellement à observer les conditions d'utilisation du trioxyde de chrome et constater la mise en oeuvre effective des mesures de prévention pour limiter l'exposition des travailleurs décrites par l'exploitant dans son dossier de demande et/ou prévues par le RAC, avant que celles-ci soient strictement rendues opposables à l'exploitant.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CLAS GALVAPLAST
- 9, rue de la Fontaine 52320 Froncles
- Code AIOT : 0005701247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société CLAS GALVAPLAST est une entreprise spécialisée dans le traitement de surface sur matières plastiques (ABS, polypropylène...). Les pièces traitées concernent principalement deux secteurs d'activités : la parfumerie et l'électroménager.

**Contexte de l'inspection :**

- Inspection spécialisée produits chimiques

**Thèmes de l'inspection :**

- AN26 Autorisations chromates utilisateur aval
- REACH

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;

- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Autorisation et usage	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.1	Sans objet
2	Numéro d'autorisation et étiquetage	Règlement européen du 18/12/2006, article 65	Sans objet
3	Notification d'usage de chromates par un utilisateur aval	Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1	Sans objet
4	Mesures de maîtrise des risques prévues par la FDS	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet
5	Mise en œuvre des programmes de surveillance des	Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	rejets de l'autorisation		
6	Substitution	Règlement européen du 18/12/2006, article 55	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contexte actuel induit relativement peu d'obligations pour l'exploitant :

- la commission européenne, via l'agence européenne des produits chimiques (ECHA), n'a pas encore statué formellement sur la demande d'autorisation,
- l'emploi de trioxyde de chrome pour des usages décoratifs est encore toléré de manière transitoire, tant qu'aucune décision n'a été prise sur la demande initiale du consortium CTACSub.

De plus, l'ECHA a indiqué que le fonctionnement sous forme d'autorisation devrait basculer vers un régime de restriction, ce qui est de nature à reporter toute prise de décision.

Néanmoins, la visite d'inspection a été l'occasion de constater une mauvaise connaissance de l'exploitant vis-à-vis des obligations qu'engendrent une Autorisation au sens du règlement REACH : le fait d'avoir confié la gestion du dossier de demande d'autorisation à un prestataire spécialisé (ECO-MUNDO) ne doit pas déresponsabiliser l'exploitant.

En effet, il est apparu que certaines des dispositions prévues dans la demande d'autorisation REACH ne sont pas mises en oeuvre, et que l'exploitant n'avait pas pleinement pris connaissance des dispositions supplémentaires prévues par le comité RAC, ni pleinement conscience des conséquences que cela peut représenter pour le fonctionnement de l'établissement (études, coûts de travaux, etc. ).

Dans la mesure où aucune décision d'autorisation n'a encore été rendue, aucune non-conformité ne peut être relevée en tant que telle.

Cependant, il revient à l'exploitant de travailler sans délai sur l'ensemble des mesures de maîtrise des risques prévues dans son dossier et préconisées par le RAC, dans la mesure où celles-ci seront opposables dès la notification de l'autorisation REACH.

Dans la mesure où ces dispositions ne seraient finalement pas adoptées, il convient de relever que ces dispositions demeurent de nature à préserver la santé des travailleurs, et à limiter les émissions dans l'environnement ; à ce titre elle doivent donc au moins demeurer un objectif.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Autorisation et usage

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 56.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Autorisation REACH 'Chromates'
<b>Prescription contrôlée :</b>  Un fabricant, importateur ou utilisateur en aval s'abstient de mettre sur le marché une substance en vue d'une utilisation ou de l'utiliser lui-même si cette substance est incluse à l'annexe XIV, sauf : a) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange,

<p>ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été autorisées conformément aux articles 60 à 64 ; ou</p> <p>b) si l'utilisation ou les utilisations de cette substance, telle quelle ou contenue dans un mélange, ou l'incorporation de la substance dans un article pour laquelle la substance est mise sur le marché ou pour laquelle il utilise la substance lui-même ont été exemptées de l'obligation d'autorisation prévue à l'annexe XIV elle-même, conformément à l'article 58, paragraphe 2 ; ou</p> <p>c) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), n'a pas été atteinte ; ou</p> <p>d) si la date visée à l'article 58, paragraphe 1, point c), sous i), a été atteinte et s'il a fait une demande dix-huit mois avant cette date mais qu'aucune décision concernant la demande d'autorisation n'a encore été prise ; ou</p> <p>e) dans les cas où la substance est mise sur le marché, si cette utilisation a été autorisée à son utilisateur en aval immédiat.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a sollicité en mai 2024 l'octroi d'une autorisation pour l'usage suivant : "utilisation industrielle du trioxyde de chrome pour l'étape de prétraitement (gravure) dans le processus de galvanoplastie d'articles en plastique pour divers secteurs, notamment la parfumerie, les cosmétiques et l'hydraulique".</p> <p>Cette demande est actuellement en cours d'instruction au niveau des instances européennes.</p> <p>Dans l'attente d'être titulaire d'une autorisation en son nom, l'exploitant se positionne en tant qu'utilisateur aval et revendique un usage de chromage décoratif couvert par la demande d'autorisation CTACSub, pour lequel aucune décision n'a été rendue à ce jour : la décision C (2020) 8797 du 18/12/2020 n'a pas couvert cet usage, et par ailleurs cette décision a par la suite été annulée par la Cour de Justice de l'Union Européenne le 20 avril 2023. L'utilisation se fait donc dans le cadre des dispositions transitoires prévues à l'article 58 du Règlement REACH.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Numéro d'autorisation et étiquetage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 65</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Autorisation REACH 'Chromates'</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les titulaires d'une autorisation ainsi que les utilisateurs en aval visés à l'article 56, paragraphe 2, qui mettent la substance dans un mélange mentionnent le numéro de l'autorisation sur l'étiquette avant de mettre la substance ou un mélange contenant la substance sur le marché en vue d'une utilisation autorisée, sans préjudice de la directive 67/548/CEE et du règlement n°1272/2008 et de la directive et ce dès que le numéro de l'autorisation a été rendu public conformément à l'article 64, paragraphe 9.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'étiquetage d'un fût contenant le trioxyde de chrome a été contrôlé : celui-ci mentionne les autorisations "REACH/20/18/"xx issues de la décision C(2020) 8797 évoquée au constat n°1. Compte tenu de l'annulation de cette décision par la Cour de Justice de l'Union Européenne, la mention du</p>

numéro d'autorisation n'est plus requise, mais cela ne constitue pas un écart.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Notification d'usage de chromates par un utilisateur aval**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 66.1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Autorisation REACH 'Chromates'
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les utilisateurs en aval qui utilisent une substance conformément à l'article 56, paragraphe 2, adressent une notification à l'Agence dans les trois mois suivant la première livraison de la substance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'a pas effectué la notification prévue à l'article 66.1 du règlement REACH. Cependant, compte tenu de l'absence de décision sur la demande d'autorisation déposée par le consortium CTACSub pour le chromage décoratif, et de l'annulation de la décision C(2020) 8797 par l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union Européenne du 20/04/2023 s'agissant des autres usages, l'exploitant n'est pas assujéti à cette obligation tant qu'il ne sera pas à nouveau statué sur la demande d'autorisation du fournisseur initial de la substance.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 4 : Mesures de maîtrise des risques prévues par la FDS**

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Autorisation REACH 'Chromates'
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés de l'une des façons suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</li> <li>b) dans sa propre évaluation de la sécurité chimique ;</li> <li>c) dans les informations sur les mesures de gestion des risques qu'il fournit conformément à l'article 32.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le contrôle a porté sur les pratiques de l'exploitant, au regard des informations qu'il a fait figurer dans le son rapport sur la sécurité chimique, des éléments figurant dans l'avis rendu le 2 février 2026 par les comités d'évaluations de l'agence européenne des produits chimiques (comités RAC et SEAC), et du projet de décision d'autorisation, comportant des mesures de maîtrise des risques complémentaires.</p> <p>Les mesures de maîtrise des risques concernant essentiellement la protection des travailleurs, ce sujet a été abordé dans un rapport distinct de l'Inspection du travail et au travers d'un courrier adressé à l'employeur.</p>

Ont notamment été relevés :

- la présence de demi-masques ABEK1-P3 uniquement, et pas de masques complets, alors que l'exploitant indiquait disposer de tels matériels pour les phases d'ajustements de bain ;
- des insuffisances dans la surveillance de l'exposition des travailleurs : dans le cadre de la demande d'autorisation, des mesures d'exposition ont été réalisées, mais celles-ci doivent être effectuées par un organisme accrédité conformément aux dispositions du code du travail ;

A noter parmi les modalités de suivi proposées pour l'autorisation (§ 8.1 de l'avis) s'ajoute un programme annuel de bio-surveillance des travailleurs potentiellement exposés au Chrome VI, associé à un programme d'exposition par inhalation professionnelle.

Sur le volet 'environnement', le RAC estime que l'exploitant doit en priorité installer un système d'extraction d'air efficace relié à un système d'épuration : à l'heure actuelle aucune étude n'a été engagée, seule une ventilation mécanique existe avec 3 extracteurs situés en toiture. L'exploitant ne dispose d'aucun rapport de vérification permettant d'apprécier l'efficacité du système d'aspiration.

D'autres mesures telles que la mise en place d'une couverture (couvercle) des baignoires de gravure, ou encore la mise en oeuvre d'un système fermé ou automatisé pour effectuer la dilution du trioxyde de chrome solides sont également prévues, mais l'exploitant n'a pas encore travaillé sur la mise en oeuvre de ces dispositifs.

Enfin, d'autres mesures telles que le remplacement d'un bain de 2000 litres contenant du Chrome VI par un bain au Chrome III, ou encore le déménagement du site, figuraient dans le dossier de demande d'autorisation ; ces mesures ne sont plus d'actualité.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

D'une manière générale, les préoccupations du comité RAC (comité d'évaluation des risques) ainsi que les préconisations formulées n'ont pas été prises en compte par l'exploitant.

Le mécanisme de la procédure d'autorisation n'a pas été bien compris par l'exploitant, qui a confié la gestion du dossier à un cabinet conseil.

L'Inspection rappelle à l'exploitant que les données figurant dans son rapport sur la sécurité chimique l'engagent pleinement, et que les mesures qui figureront dans la décision d'autorisation, lorsque celle-ci sera publiée, seront d'applicabilité immédiate. Il est également relevé que l'exploitant a fait savoir le 2 février 2026 qu'il n'avait pas d'observation à formuler sur le projet d'avis qui lui a été communiqué le 30 janvier 2026.

Il revient donc à l'exploitant de travailler activement sur la mise en oeuvre effective des mesures de maîtrise des risques prévues par la décision d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 5 : Mise en œuvre des programmes de surveillance des rejets de l'autorisation

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 56.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Autorisation REACH 'Chromates'
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les utilisateurs en aval peuvent utiliser une substance répondant aux critères énoncés au paragraphe 1, pour autant que son utilisation respecte les conditions d'une autorisation octroyée à cet effet à un acteur situé en amont dans leur chaîne d'approvisionnement.
<b>Constats :</b>  A l'heure actuelle, aucune décision d'autorisation au titre du règlement REACH n'existe, concernant la mise en oeuvre des programmes de surveillance. Les modalités de suivi envisagées dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation sont les suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- poursuite de la réalisation de mesures du Chrome VI dans les rejets atmosphériques une fois par an</li><li>- poursuite du programme de surveillance des rejets de Chrome VI dans les effluents aqueux</li></ul> Aucune valeur limite d'émission n'est actuellement prévue, les rejets sont donc comparés aux valeurs limites d'émission fixées par l'arrêté préfectoral du site ; l'AP du 1er décembre 2010 fixe les VLE suivantes : 0,1 mg/litre pour les rejets dans l'eau, et 0,005 mg/m3 pour les rejets dans l'atmosphère. La campagne de mesures la plus récente a été menée les 11 et 12 mars 2005. Sur la base du rapport établi par le laboratoire SYPAC le 29/04/2025, les rejets sont conformes (< 0,0036 mg/m3). L'analyse des données d'autosurveillance déclarées via l'outil GIDAF sur les 12 derniers mois montre également un respect de la valeur limite d'émission : moyenne des rejets = 0,035 mg/litre, aucun dépassement déclaré.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 6 : Substitution

<b>Référence réglementaire :</b> Règlement européen du 18/12/2006, article 55
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2026, Autorisation REACH 'Chromates'
<b>Prescription contrôlée :</b>  Le but du présent titre est d'assurer le bon fonctionnement du marché intérieur tout en garantissant que les risques résultant de substances extrêmement préoccupantes soient valablement maîtrisés et que ces substances soient progressivement remplacées par d'autres substances ou technologies appropriées, lorsque celles-ci sont économiquement et techniquement viables. À cette fin, l'ensemble des fabricants, des importateurs et des utilisateurs en aval qui demandent une autorisation analysent la disponibilité de solutions de remplacement et examinent les risques qu'elles comportent ainsi que leur faisabilité technique et économique.
<b>Constats :</b>  A l'heure actuelle, l'exploitant n'a pas de projet concret de substitution du Chrome VI. Parmi les substitutions envisageables, figurait le recours à une solution de gravure à base de permanganate. Toutefois l'exploitant n'est que sous-traitant et donc dépendant des commandes de ses clients d'une part, d'autre part la technique n'est pas éprouvée en terme d'efficacité.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite